

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° IC-25-121
imposant des prescriptions techniques complémentaires**

Société FLEX N GATE

à MARINES

**Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite directive IED – (Industrial Emissions Directive) ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 2013-1301 du 27 décembre 2013, n° 2014-285 du 3 mars 2014, n° 2018-900 du 22 octobre 2018, n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 et n° 2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 autorisant la société FAURECIA BLOC AVANT à exploiter des installations de fabrication et peinture de pare-chocs sur le territoire de la commune de MARINES – Zone d'Activités Les Carreaux ;

Vu le courrier du 30 août 2016 informant le préfet du Val-d'Oise du changement de nom de la société FAURECIA BLOC AVANT qui devient la société AUTOMOTIVE EXTERIORS EUROPE ;

Vu le courrier du 17 juillet 2017 informant le préfet du Val-d'Oise du changement de nom de la société AUTOMOTIVE EXTERIORS EUROPE qui devient la société FLEX N GATE à compter du 31 mars 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-24-160 du 12 décembre 2024 complétant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le courrier du 27 février 2020, complété le 18 décembre 2024, par lequel la société FLEX N GATE transmet un dossier de porter à connaissance concernant les modifications des conditions d'exploitation de son site ;

Vu la décision n° DRIEE-UD95-001-2020 du 16 novembre 2020 dispensant la société FLEX N GATE de réaliser une évaluation environnementale ;

Vu le rapport du 2 juillet 2024 de l'inspection des installations classées relatif au dossier de réexamen IED prévu en application des dispositions de l'article R. 515-71 du code de l'environnement ;

Vu le courriel du 4 juillet 2025 adressant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'exploitant ;

Vu les observations formulées le 11 juillet 2025 par la société FLEX N GATE sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis par courriel du 4 juillet 2025 susvisé ;

Vu le courriel du 23 juillet 2025 de la société FLEX N GATE précisant ne plus avoir d'observations sur le projet d'arrêté précité ;

Vu le rapport du 29 juillet 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Considérant qu'il convient suite aux modifications apportées aux installations par la société FLEX N GATE et aux changements intervenus dans la nomenclature des installations classées par les décrets n° 2013-1301 du 27 décembre 2013, n° 2014-285 du 3 mars 2014, n° 2018-900 du 22 octobre 2018, n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 et du n° 2020-559 du 12 mai 2020 susvisés, il convient d'actualiser le classement des installations exploitées sur le site de MARINES ;

Considérant que la société FLEX N GATE est dûment autorisée à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de MARINES ; que cette activité relève également des dispositions de la directive européenne IED susvisée ;

Considérant que les modifications d'exploitation sollicitées par la société FLEX N GATE sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées, dans son rapport du 29 juillet 2025 susvisé, propose de donner une suite favorable à la demande de la société FLEX N GATE ;

Considérant que les modifications apportées sur le site nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Tableau de classement

Le tableau de classement des installations exploitées par la société FLEX N GATE sur le territoire de la commune de MARINES – Zone d'Activités Les Carreaux, figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 susvisé, est actualisé comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Volume autorisé
3670-2	A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1	450 tonnes / an
2661-1-b	E	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant b) supérieure ou égale à 10 t/j, mais inférieure à 70 t/j	55 tonnes / an
2661-2-b	D	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, déchiquetage, ...), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	3 tonnes / jour
2662-2	D	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	850 m ³
2663-2-a	E	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :	16 500 m ³

		<p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10 000 m³</p>	
2910-2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	1,1 MW
2921-1-b	DC	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p>	0,966 kW
2940	DC	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. Application cuisson séchage de peintures</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...) si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisés est b. supérieur à 10 kg/jour, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour</p>	60 kg/jour
4331-3	DC	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	80 tonnes
1185 – 2 -a	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) :</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité</p>	2000 kg

		cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	
1978-8	D	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an	Idem rubrique 3670
2925-1	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW -> D	180 kW

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2 : Généralités

La société FLEX N GATE est tenue, pour l'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de MARINES – Zone d'Activités Les Carreaux, de respecter les prescriptions annexées au présent arrêté.

Article 3 : Abrogations

Le titre 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 susvisé est abrogé et remplacé par les prescriptions techniques jointes au présent arrêté.

L'arrêté préfectoral n° IC-24-160 du 12 décembre 2024 susvisé est abrogé.

Article 4 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant est passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MARINES et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MARINES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 –95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) et la maire de MARINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

23 OCT. 2025

Le préfet,



Philippe COURT

ANNEXE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° IC-25-121 (SOCIÉTÉ FLEX N GATE – MARINES)

4 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS - CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées la liste des conduits et leurs caractéristiques, les équipements et activités qui y sont raccordés, ainsi qu'un plan relatant leur emplacement.

L'installation est principalement constituée des points de rejet suivants :

N° de conduit	Equipements / activités raccordées	Autres caractéristiques
Conduit Oxydateur CT	Oxydateur de la ligne de peinture ClearTech	Hauteur cheminée = 13,68 m Débit nominal : 15 000 Nm ³ /h
Conduit Oxydateur G2M	Oxydateur thermique de la ligne de peinture G2M	Hauteur cheminée = 18 m Débit nominal : 25 000 Nm ³ /h
Conduit Broierie ClearTech	Broierie+ salle d'accroche des pièces (engagement) + cryogénie + flammage ligne ClearTech	Hauteur cheminée = 13,68 m Débit nominal : 15000 Nm ³ /h
Conduit Broierie 1	Broierie 1	Hauteur cheminée = 10,60 m Débit nominal : 3500 Nm ³ /h
Conduit Broierie 2	Broierie 2	Hauteur cheminée = 10,60 m Débit nominal : 10000 Nm ³ /h
Conduit Presse XRI	2 presses	Hauteur cheminée = 10 m Débit nominal : 10 000 Nm ³ /h
Conduit Tampographie	Poste de préparation des encres pour tampographie	Hauteur cheminée = 11,38 m Débit nominal: 10 000 Nm ³ /h

4.2 LIMITATION DES REJETS

4.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

4.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et des flux de polluants rejetés pour les émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Paramètre	Conduit Oxydateur ClearTech		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
Poussières, y compris particules fines	3	0,05	Semestrielle
NO _x en équivalent NO ₂	20	0,3	Semestrielle
CO	100	1,5	Semestrielle
COVT*	20	0,3	Semestrielle

Paramètre	Conduit Oxydateur G2M		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
Poussières, y compris particules fines	3	0,075	Semestrielle
NO _x en équivalent NO ₂	20	0,5	Semestrielle
CO	100	2,5	Semestrielle
COVT*	35	0,88	Semestrielle

Paramètre	Conduit Broierie ClearTech		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
Poussières, y compris particules fines	100	0,2	Annuelle
COVT*	110	1,65	Annuelle

Paramètre	Conduit Broierie 1		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
Poussières, y compris particules fines	100	0,2	Annuelle
COVT*	110	0,35	Annuelle

Paramètre	Conduit Broierie 2		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
Poussières, y compris particules fines	100	0,2	Annuelle
COVT*	110	1,1	Annuelle

Paramètre	Conduit Presse XRI		Fréquence de surveillance
	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
Poussières, y compris particules fines	100	0,2	Annuelle

Paramètre	Conduit Tampographie	Fréquence de surveillance
-----------	----------------------	---------------------------

	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (kg/h)	
COVT*	110	1,1	Annuelle

*Pour le paramètre Carbone organique volatil total (COVT), la concentration est exprimée en mg de carbone (mgC) par Nm3.

4.2.3 Emissions totales de COV dans l'air

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètre	Procédé	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	Revêtement de surfaces en matière plastique	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3

En lieu et place de la VLE relative aux émissions totales annuelles ci-dessus, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduaux précisées ci-dessous :

- pour les émissions diffuses de COV :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	10

- pour les émissions de COV dans les gaz résiduaux des deux oxydateurs thermiques (ClearTech et G2M) :

Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/Nm3	35 pour la ligne G2M 20 pour la ligne ClearTech

4.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

4.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant fait effectuer, à la fréquence prescrite au 2.2.2, les mesures concernant les polluants mentionnés par l'arrêté préfectoral par un laboratoire d'analyse agréé. S'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Les mesures effectuées à une fréquence semestrielle ou plus élevée sont transmises dans le mois suivant leur réalisation à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

4.3.2 Plan de gestion des solvants

L'exploitant établit, une fois par an, un plan de gestion des solvants sur la base des entrées et sorties de solvants dans l'unité

Il comporte toutes les justifications utiles et explicite en tant que de besoin les hypothèses prises pour son établissement. Il conclut explicitement sur le respect des valeurs limites d'émissions prévues par le présent chapitre.

Ce plan est transmis annuellement à l'inspection des installations classées via l'application GERP avant le 31 mars de l'année suivant la période considérée.